

Traité transatlantique: encore de nombreux sujets qui fâchent

► Européens et Américains ont terminé, vendredi, le 13^e cycle de négociations. Le chemin vers l'accord sera long

BRUXELLES - bureau européen
NEW YORK - correspondant

Après le volontarisme politique affiché en début de semaine par le président Barack Obama, lors de sa tournée européenne, pour boucler un accord rapidement, les négociateurs sur le traité de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne (connu sous le nom de Tafta ou TTIP) sont revenus à des préoccupations plus terre à terre, ven-

dredi 29 avril, à l'issue d'un treizième cycle de pourparlers qui s'est tenu à New York.

« Nous avons eu une semaine productive, mais il reste encore un important travail à accomplir », a admis Dan Mullaney, le responsable des négociations côté américain, ajoutant que les États-Unis « n'ont aucun intérêt » à aboutir à une version « allégée » du traité.

Son homologue européen, Ignacio Garcia Berceo, a appelé pour sa part à des « concessions nécessaires » pour

parvenir à un accord, sous-entendant qu'on n'en est pas encore là et que le chemin à accomplir sera encore long et compliqué.

Alors que, des deux côtés de l'Atlantique, les opinions publiques expriment de plus en plus d'inquiétudes sur les bénéfices de ce traité, qui vise à créer la plus vaste zone de libre-échange au monde, voici un tour d'horizon des doutes qui entourent cette négociation, fleuve.

Cécile Ducourtieux
et Stéphane Laufer

► LIRE LA SUITE PAGE 3

Traité transatlantique: des avancées et des doutes

Agriculture, marchés publics, volonté politique... Les obstacles au Tafta restent forts entre Européens et Américains

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Lancées à la mi-2013, les négociations sur le Tafta ont donné l'impression de faire du surplace du fait d'une phase introductive de dix-huit mois afin de se mettre d'accord sur les points à discuter. Depuis fin 2015, les négociateurs sont entrés dans le vif du sujet.

Quelles sont les avancées du 13^e cycle de négociations? Les participants se félicitent d'avoir accompli des progrès pour supprimer progressivement les droits de douane sur 97 % des produits échangés. M. Garcia Berceo a souligné que ces barrières tarifaires coûtent aujourd'hui 3,5 milliards d'euros par an aux entreprises européennes exportant vers les États-Unis.

Ils revendiquent aussi des avancées dans le domaine des procédures douanières, qui devraient faciliter la vie des PME. M. Mullaney a enfin cité des évolutions positives dans les secteurs des appareils médicaux, des cosmétiques et dans la pharmacie. Dans ce dernier domaine, l'objectif est de parvenir à des normes d'inspection uniques pour les laboratoires afin d'éviter de doubler les procédures de part et d'autre de l'Atlantique. La convergence des standards dans l'industrie (chimie, pharmacie, ma-

chines-outils...) est une des priorités, et des originalités, du Tafta. Un 14^e cycle est d'ores et déjà programmé en juillet pour concrétiser ces avancées.

Quels sont les sujets qui fâchent ? Le premier concerne l'accès aux marchés publics. M. Garcia Berceo a souligné que des progrès doivent être accomplis

côté américain pour ouvrir davantage ces marchés aux entreprises étrangères. « Les offres qu'ils nous ont faites jusqu'à présent sont ridiculement faibles », note un diplomate proche des discussions. De fait, le rapport de forces entre négociateurs est très déséquilibré dans ce domaine: les Européens ont davantage intérêt à un accord que les Américains, parce que leurs marchés publics sont déjà très ouverts aux entreprises extra-européennes. « Il ne faut pas qu'on soit les idiots du village, dans cette discussion, les seuls à ouvrir nos marchés tous azimuts », met en garde Emmanuel Maurel, eurodéputé social-démocrate à Strasbourg.

Les Européens affirment que les Américains ont accès à 85 % des marchés publics de l'Union, contre à peine un tiers en sens inverse. Faux, répond Michael Froman, le représentant des États-Unis pour le commerce, qui explique que

c'est en fait 40 % qui échappent au Buy American Act, la loi qui protège l'accès à ces marchés. Les Européens rétorquent que, quand bien même cette proportion des marchés publics est théoriquement ouverte, leurs entreprises sont obligées d'adapter leur chaîne d'approvisionnement, voire de délocaliser leur système de production aux États-Unis pour y avoir réellement accès.

Le second point de friction concerne l'agriculture. Les Américains pestent contre leur déficit commercial agricole avec l'Union européenne (10,5 milliards d'euros en 2015), alors que les États-Unis ont un excédent de 14 milliards d'euros dans ce domaine avec le reste du monde. Pat Roberts, le président de la Commission de l'agriculture au Sénat américain, a estimé en début de semaine qu'il fallait que les Européens s'engagent sur une libéralisation totale des échanges, en levant les obstacles réglementaires sur le bœuf aux hormones et les seuils concernant les résidus de pesticides sur les fruits. Il appelle à la levée de « barrières réglementaires basées sur des principes non-scientifiques », explique-t-il dans une lettre envoyée le 22 avril à M. Froman.

Les Américains sont également très hostiles au système des indications géographiques, qui valorisent les savoir-faire locaux européens. La France a fait de ce sujet un casus belli, le président Hollande ayant menacé de sortir des négociations si les « lignes rouges » hexagonales n'étaient pas respectées. M. Roberts estime qu'il ne s'agit que de « prétextes pour imposer des barrières aux exportations américaines ».

Les délais seront-ils tenus? Barack Obama souhaite que les négociations soient bouclées avant son départ de la Maison Blanche, à la fin de l'année. « Il reste assez de temps pour parvenir à un accord ambitieux sur le TTIP cette année (...) si nous mobilisons la volonté politique, les efforts et la détermination qui sont requis des deux côtés », a déclaré vendredi M. Mullaney, tandis que M. Garcia Berceo assure que l'UE est prête à « travailler dur » pour y parvenir. Officieusement, les protagonistes ne se font guère d'illusions. « Avant la fin du mandat d'Obama, les chances sont quasi nulles », estime une source diplomatique proche des négociateurs européens. Le secrétaire d'État français au commerce extérieur, Matthias Fekl, a lui aussi fait part de son scepticisme. « On s'éloigne des

chances ou des risques (...) de conclusion», a-t-il déclaré le 26 avril.

Quels seront les obstacles au moment de la ratification ? Côté européen, le traité, vu son importance, pourrait se voir attribuer le statut d'accord mixte, c'est-à-dire que pour être appliqué il devra être ratifié à l'unanimité non seule-

ment par les 28 gouvernements des Etats membres, mais aussi par leurs Parlements nationaux. Une procédure à haut risque avec des opinions publiques mettant de plus en plus de pression sur leurs gouvernants. C'est le cas en Allemagne. Un paradoxe, alors que le commerce extérieur est l'une des principales forces de l'économie

du pays. Mais les Verts allemands dénoncent des négociations très opaques et craignent un nivellement par le bas des normes environnementales et de santé publique. Même le ministre allemand de l'économie, Sigmar Gabriel, y est allé de son scepticisme en pronostiquant l'«échec» d'un texte qui se résume pour l'instant, selon lui, à : « Achetez américain. »

Aux Etats-Unis, la plupart des candidats à l'élection présidentielle critiquent ce traité, laissant planer un doute sur une future ratification, quand bien même un accord serait trouvé avant le départ de Barack Obama. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(À BRUXELLES)

ET STÉPHANE LAUER (À NEW YORK)

Les Américains pestent contre leur déficit commercial agricole avec l'Union européenne

Des autorités qui peinent à convaincre les opinions publiques

LE FOND DE L'AIR, en Europe, n'est pas au libre-échange. A Bruxelles, les fonctionnaires européens qui travaillent sur le traité transatlantique (TAFTA) le déplorent, mais en sont désormais conscients. Ils savent les difficultés à convaincre des opinions publiques, qui considèrent ce genre d'accord comme le comble de la mondialisation.

Un exemple ? Le CETA (pour « Comprehensive Economic and Trade Agreement »), conclu en septembre 2014 entre l'Union européenne et le Canada. Au Parlement, côté socio-démocrates comme conservateurs, il est jugé équilibré, les Européens ayant notamment obtenu des Canadiens une large reconnaissance de leurs appellations d'origine protégée.

Pourtant, la contestation autour du CETA commence à enfler, alors que la Commission de Bruxelles doit, autour de mi-juin, recommander sa ratification aux 28 Etats membres. Mercredi 27 avril, le Parlement wallon a approuvé une résolution demandant au gouvernement wallon de s'opposer

auprès du gouvernement fédéral belge à la ratification du CETA, au motif qu'il était le « cheval de Troie du TAFTA »...

Ce dernier est plus mal engagé encore : la contestation est née dès le début de ces négociations de haut vol entre Bruxelles et Washington, et ne faiblit pas, au contraire. Le discours anti-TAFTA a d'abord été alimenté par les Verts allemands, a bénéficié des relais d'Attac en France ou au Benelux, a été récupéré par la gauche radicale, mais aussi la droite souverainiste.

Opacité habituelle

Plus que le Canada, les Etats-Unis font peur, avec leur puissance économique, leur hégémonie culturelle et législative. Surtout, le traité que Bruxelles négocie avec Washington est d'une ambition inédite : il s'agit de supprimer de nombreux droits de douane mais aussi de faire converger des normes - industrielles, environnementales, etc.

Il faut dire que Bruxelles s'y est très mal pris pour « vendre » l'accord, cultivant l'opa-

acité habituelle à ce genre de négociations alors que la société civile, en raison de la nature « hors normes » du TAFTA, en demandait plus. La Commission s'est d'abord contentée de mettre en avant les supposés avantages chiffrés de l'accord, invérifiables.

Sa communication s'est nettement améliorée avec l'arrivée de Cecilia Malmström au poste de commissaire au commerce, fin 2014. La Suédoise n'a pas ménagé ses efforts pour rendre l'accord plus transparent. Elle a aussi proposé une réforme significative des très contestés tribunaux d'arbitrage associés au TAFTA.

Cela n'a pas suffi, d'autant que très peu de dirigeants en Europe se sont risqués à prendre publiquement la défense du futur traité. A part Angela Merkel, qui est encore montée au créneau avec le président Obama, lundi 25 avril, à Hanovre. Significatif : le président Hollande ne s'est exprimé que récemment sur le sujet, et pour dénoncer le cours pris par les négociations TAFTA. ■

C. DU. (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)